



SECTION

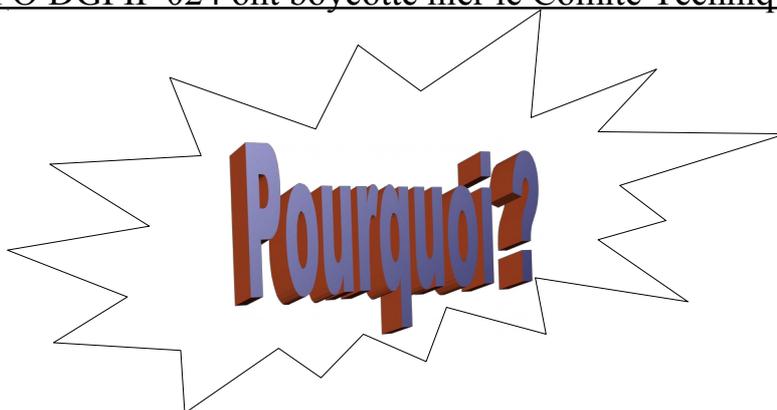


DORDOGNE

CTL EMPLOI DU 19 DECEMBRE

Périgueux, le 20 décembre,

Vos représentants FO DGFIP 024 ont boycotté hier le Comité Technique Local
Emploi pour 2018.



À ce CTL , le Directeur nous demandait sous couvert de restructurations et de réorganisations d'entériner la suppression de 27 emplois !

En 2017, nous avons vécu la suppression de la Trésorerie de Mussidan et la mort annoncée des sites fonctionnant avec moins de 4 agents ...

Nous sommes vos représentants, et nous défendons vos intérêts, vos carrières et vos emplois, nous n'avons pas l'habitude de ne pas siéger dans les instances où votre avenir se joue.



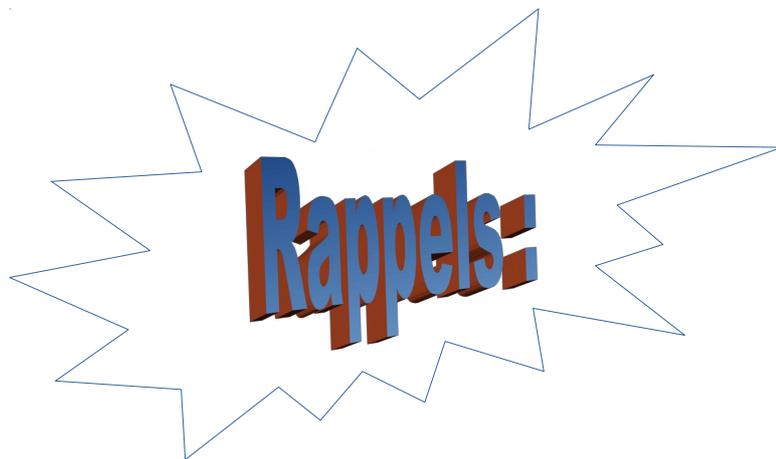
En 2018 c'est 2 agents en poste à la Trésorerie de SAUSSIGNAC, 3 à celle de BELVES, de BRANTOME et de ST AULAYE , 4 à celle de MONTIGNAC, THIVIERS, LA FORCE et au SPF de Ribérac.

2018 c'est encore des suppressions dans les SIP, SIE au PCRFP et PTGC .

2018 c'est 5 emplois en moins à Périgueux Municipale, la fin du service de la Dépense, le début du transfert du service des RH à Bordeaux.

Le 10 octobre dernier, **46,29 %** d'entre nous étaient en grève et 17 sites étaient fermés contre le gel du point d'indice, le retour du jour de carence, le report au 1^{er} janvier 2019 du PPCR , les suppressions d'emploi et les incessantes restructurations déstructurantes.

Depuis, cerise sur le gâteau, par circulaire du Premier Ministre, le programme « Action Publique 2022 » consiste à nous faire réfléchir collectivement aux missions de service public qu'il serait possible de privatiser ou d'abandonner . Et mieux, sans attendre les résultats de cet improbable questionnaire mis à la disposition de tous , la DGFIP a lancé un appel d'offre dans le cadre du Prélèvement à la source (PAS) mise en place début 2019 , pour confier l'accueil téléphonique des contribuables à une entreprise privée .



Depuis 2008 , date de la création de la DGFIP ce sont plus de 22 200 emplois qui ont disparus. Si comme nous l'a dit notre Directeur Général lors de sa visite en Dordogne en octobre dernier « 2018 est une année de pause » le pire est à venir pour 2019 .

En tenant compte des emplois vacants nous étions 556 agents affectés au 1^{er} mai 2017 en Dordogne, avec les suppressions d'emplois annoncés et 34 départs à la retraite prévue, nous allons frôler la barre des 500 emplois fin 2018.

Sur toutes les questions que nous lui avons posées , le Directeur Général a été ferme, il exécutera donc sa tâche de fossoyeur sans aucun état d'âme, c'est à dire ce que le gouvernement et les parlementaires décideront.

Qu'importe le désarroi des personnels, l'opposition des élus de terrain, les difficultés des populations, il semble que le slogan de la majorité politique aux commandes ne soit plus « en marche » mais « en force ».



Effectivement, au lieu de valoriser nos compétences, le Directeur Général , proclame à la face du monde que la DGFIP ne serait en mesure d'assurer elle-même les nouvelles charges générées par le PAS.

Les récentes attaques ministérielles sur le rôle du Comptable Public dans le secteur public local, l'intérêt suspect de la Cour des Comptes pour la mission cadastrale et enfin cet appel d'offre , tout laisse à penser que le PAS constitue un des éléments qui permettra à terme de réduire la DGFIP à une direction de seconde zone.

De non prioritaires, à inutiles il n'y a qu'un PAS, puisque notre Directeur Général semble considérer que n'importe qui peut se subsister à un agent titulaire, formé , compétent et surtout soumis à l'obligation statutaire de discrétion professionnelle et de neutralité (*cf notre article du 12/12 « l'accueil téléphonique PAS »*).



**LIQUIDATION
TOTALE!**

A ce rythme, il ne restera bientôt plus que 1 266 trésoreries sur l'ensemble du territoire, c'est à dire autant que d'E.P.C.I. à fiscalité propre et moins que le nombre actuel de restaurants Mc Donald's. Un vrai choix de société !



SECTION



DORDOGNE

Comme l'ont fait remarquer vos représentants **F.O.-DGFIP** en national, nous sommes victimes d'un vrai plan social, avec un niveau de suppression d'emploi sans équivalent dans le secteur privé, plus de 22 000 emplois ont disparus depuis la création de la DGFIP. Cette dernière supportant à elle seule plus de 50 % des suppressions d'emplois de fonctionnaires au nom d'une pseudo exemplarité, chiffres donnés par vos représentants **F.O.-DGFIP24**, au directeur général lors de sa venue dans notre département et confirmés par ce dernier devant la presse

Il n'y a plus de dialogue possible entre une Direction, qui méprise les organisations syndicales et les personnels.

Que faire ? Quand la seule réponse de votre hiérarchie à vos questions est :
Ce n'est pas moi c'est l'autre et si ce n'est l'autre c'est lui.

Voilà pourquoi vos représentants **F.O.-DGFIP24** ont boycotté le CTL emploi 2018 du 19 décembre 2017.

Vos représentants F.O.-DGFIP24 en CTL

Titulaire : Sandrine THYSSEN

Suppléante : Sylvie GAUTHIER

Expert : Gaëtan LEJEUNE

BULLETIN
D'ADHESION



NOM : _____ PRÉNOM : _____

N° DGI ou N° AGORA : _____ ADRESSE MÈL : _____

GRADE : _____ QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL : _____ %

AFFECTATION : _____
déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. – DGFIP)

Fait à _____ le _____
(signature)

→ 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu

N hésitez pas à contacter vos élus F.O.-DGFIP